

PROPOS DE RENTRÉE...

La période des vacances a été riche en événements de toute sorte. L'échec prévisible de la politique scolaire du gouvernement inspirée par les «*pieux réformateurs de la C.F.D.T.*» a provoqué des réactions en cascade aboutissant au remaniement ministériel.

Pierre Mauroy, usé jusqu'à la corde, retourne dans sa mairie de Lille et le jeune et sémillant Fabius l'a remplacé à l'Hôtel Matignon. La passation des pouvoirs a donné lieu à des échanges de propos révélateurs. Bérégovoy félicitant Jacques Delors a pu tranquillement lui dire «*qu'il avait fait mieux que Raymond Barre*».

Quand on pense que les mêmes, avant 1981, nous faisaient le reproche de faire preuve de complaisance à l'égard dudit Raymond Barre, alors que nous garantissions, bon an mal an, une augmentation réelle du pouvoir d'achat des salariés (malgré Raymond Barre), nous reprochaient «*de signer des accords au rabais*».

Je doute fort qu'il y ait eu, au cours de l'histoire de la République, des gouvernants qui fassent preuve d'un tel cynisme.

Edmond Maire, toujours égal à lui-même, «*craint que le progrès social ne s'arrête*», car, pour Edmond Maire et la C.F.D.T., nous vivons depuis 1981, une période de «*progrès social*». Rappelons que depuis cette période, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 10 à 20% et que, grâce à la politique déflationniste de Delors, notre pays comptera à la fin de l'année environ 3 millions de chômeurs... singulier progrès social.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que Mitterrand par Fabius interposé change son fusil d'épaule. Au célèbre «*front de classe*» succède la recherche éperdue de l'union sacrée. Jamais les patrons et les hommes politiques de la bourgeoisie n'ont été l'objet d'autant d'attention et il faut bien reconnaître, qu'en règle générale, patrons et «*opposition*» font preuve d'un manque total de reconnaissance en affectant de mépriser les avances qui leur sont faites.

Autrement dit, avec sa politique d'union sacrée, François Mitterrand réussira peut-être à rameuter quelques bourgeois égarés sans aucune base électorale. Par contre, il peut être assuré que la politique ouvertement anti-ouvrière menée depuis 1981, par Pierre Mauroy d'abord, puis reprise sous des formes différentes par Laurent Fabius, lui aliénera définitivement ce qui fut sa base électorale lui permettant d'accéder à la magistrature suprême... François Mitterrand ou feu le Président de la République.

En attendant, la situation continue de se dégrader, les travailleurs en sont conscients et on comprend que, dans ces conditions, ils hésitent à s'engager dans l'action. Mais qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit là que d'un calme apparent, de ce calme qui précède les tempêtes. On ne peut préjuger de l'avenir. Mais il serait étonnant que les mécontentements qui s'ajoutent dans toutes les couches de la population ne s'expriment pas avant les échéances électorales que «*majorité*» et «*opposition*» affirment, avec une touchante unanimité, vouloir à tout prix respecter.

Alexandre HÉBERT.
